

L'ACTION

s é v r i e n n e



N° 299 - Janvier 2010 - 2 €

POUR UNE SOLIDARITÉ ÉCOLOGIQUE

Le seul résultat tangible du sommet de Copenhague aura été une déclaration de principe pour limiter la hausse des températures à 2°C, sans se donner les moyens d'y parvenir. C'est évidemment décevant, même si la participation de tous, en particulier les Etats-Unis, est un geste important. On peut comprendre que, les yeux fixés sur des échéances électorales à court terme, les chefs d'état hésitent à s'engager sur le long terme, face à une opinion publique versatile, les débats récents sur la taxe carbone le prouvent encore.

Il manque à l'évidence, pour faire aboutir une décision collective, une gouvernance mondiale à même de transformer les analyses du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) en mesures qui s'imposent à tous. La réduction des inégalités entre pays riches et pays

pauvres, comme à l'intérieur de nos sociétés, est aussi un préalable à l'engagement de tous. Aujourd'hui c'est hélas l'attentisme qui prévaut. Il est tout naturel que, pour les socialistes, ces enjeux soient prioritaires. Une régulation politique mondiale,

dédiée à un monde plus attentif aux faibles, mieux organisée face aux périls, et plus apte à répartir équitablement les richesses est inhérente au projet socialiste ; elle est la condition même d'un développement durable.

Pour la mise en œuvre des décisions prises par les Etats, les pouvoirs locaux - régions et villes - sont les mieux à même d'agir au plus près des citoyens, par exemple sur les transports collectifs ou les économies d'énergie. Ils sont aussi à même de les mobiliser pour des comportements écoresponsables sur leurs territoires, d'où l'importance des enjeux des élections régionales à venir.



EDITO

L'année 2009 a été difficile pour de nombreux Sévriens et plus largement pour beaucoup de nos concitoyens. Les motifs d'inquiétude sont nombreux, pour les jeunes qui peinent à trouver du travail, pour les travailleurs qui subissent le chômage, pour les familles sans logement ou mal logées, et pour d'autres encore, par exemple handicapés ou personnes âgées sans ressources.

Loin de répondre à ces difficultés, le Président de la République et le gouvernement n'auront réussi qu'à creuser la dette et les déficits publics et à fragiliser encore un peu plus notre système de protection sociale. Au plan international aussi, l'année a été décevante, avec le semi-échec du sommet de Copenhague, malgré les efforts du Président brésilien Lula. Il y a de quoi se faire du souci pour l'avenir de notre planète !

Il subsiste pourtant des motifs d'espérer pour 2010. Le tour de France du projet socialiste conclu début décembre a permis à Martine Aubry de rencontrer une France généreuse et ouverte à la diversité, une France éprise des valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité, une France à l'opposé de la France haineuse et raciste qui a pu ici ou là s'afficher à l'occasion du débat sur l'identité nationale voulu par le Président de la République.

Nous faisons le vœu qu'en 2010 vous soyez nombreux à agir avec nous et avec tous ceux qui partagent nos valeurs pour lutter contre les inégalités et construire de façon démocratique un avenir qui rassemble tous les citoyens. Il est urgent de replacer nos valeurs, celles de justice sociale en priorité, au cœur du débat politique, et d'agir pour leur donner une réalité. Les élections régionales des 14 et 21 mars prochains, dont la campagne vient de démarrer en Île-de-France, seront une première occasion d'atteindre ce but. Ne la manquons pas.

D'ici là, bonne année 2010

à chacune et chacun d'entre vous !

A lire

p.2 GPSO Déficit démocratique
p.3 L'identité nationale enfouie sous la vulgarité

p.3 Renée Borgé
p.4 La région Île-de-France à Sèvres

GRAND PARIS SEINE OUEST (GPSO) DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

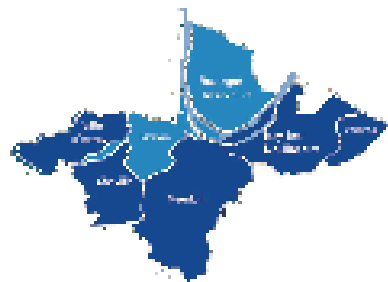
La nouvelle intercommunalité GPSO, qui regroupe 7 villes dont Sèvres, va gérer un budget de plus de 130 millions d'euros. Essentiellement consacré à l'investissement, ce budget concernera la vie quotidienne de chacun d'entre nous : voirie, espaces verts, ordures ménagères, transports, etc. Il n'est guère de domaine important de notre vie quotidienne sur lequel GPSO n'intervienne.

Or, depuis que ce projet de fusion est connu, nous vous alertons sur le grave déficit démocratique de la nouvelle communauté GPSO. Les élus de l'opposition des 7 villes ont pourtant travaillé ensemble pour que toutes les forces politiques soient représentées au Conseil de communauté.

Alors que les partis de gauche et les Verts représentent, en moyenne, plus de 35% des votes sur le territoire des 7 communes, ils ne disposeront que de 11 représentants sur les 84 conseillers communautaires, soit environ 13 % des sièges. Aucun élu des Verts n'y siègera. A Sèvres notamment, le candidat présenté par les Verts a été éliminé par la majorité UMP au profit d'un élu Modem. Au total, la droite UMP / Modem disposera de 87 % des votes dans GPSO.

Déni de démocratie encore, la mascarade du vote, qui a eu lieu le 5 janvier pour la désignation du bureau de GPSO. Dans les statuts de GPSO, il est écrit que le futur conseil communautaire "élira en son sein son bureau". On comprend que tout conseiller peut être candidat et que le conseil vote. Mais, dans la plaquette de présentation de GPSO éditée il y a plus de 9 mois, il est écrit : "Le bureau sera composé des 7 maires". Ainsi, le « résultat du vote » du 5 janvier a été publié avant même qu'il ait eu lieu ! Bel exemple de démocratie.

Notons enfin que la nouvelle intercommunalité ne prendra plus en charge le transport des personnes en situation de handicap. Cela n'empêche pas les 7 maires, la main sur le cœur, d'écrire qu'ils s'engagent à « améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ». Les Sévriens en situation de handicap et leurs proches apprécieront !



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY

Jacques Blandin,
secrétaire de section
Permanence le samedi matin
au local de la section :
2 rue Lecointre -
92310 Sèvres

Abonnement à *L'Action sévrienne* : par chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)
à adresser à Pierrette Lafue,

11 place d'Orion,
92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevrienne@free.fr
Site web: partisocialiste-sevres.org

L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres
Directeur de la publication

Patrick Pétour
CPPP 10091

Comité de rédaction
Jacques Blandin
Catherine Cyrot
Pierrette Lafue
Geneviève Maquart
Alain Ratteni

SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY - VAUCRESSON

Jacques BLANDIN, secrétaire de section,
les élus, les membres du bureau et l'ensemble des militants
seront heureux de vous présenter leurs vœux lors d'un pot convivial
samedi 16 Janvier 2010
à 17h00 au local de la section
(2 Rue Lecointre, 92310 Sèvres).

Lors de cette rencontre amicale,
Marie - Laure MEYER
(conseillère régionale sortante, candidate aux élections régionales)
et Alexis GIRSZONAS
(conseiller municipal de Ville d'Avray, candidat aux élections régionales)
feront le bilan de l'action de la majorité régionale sortante
et traceront les perspectives d'avenir portées par notre tête de liste,
Jean-Paul HUCHON, pour la région Île-de-France

NOUVELLE HAUSSE DES IMPÔTS À SÈVRES

Après la hausse de 11,5 % des impôts locaux en 2009, les ménages sévriens subiront une nouvelle hausse de 4 % en 2010. En 6 ans, la taxe d'habitation aura augmenté de 25 % à Sèvres, soit 3,5 fois plus vite que l'inflation, qui n'aura été que de 7 % au total sur la même période.

L'IDENTITÉ NATIONALE ENFOUIE SOUS LA VULGARITÉ

L'idée de réfléchir à la relation des citoyens français à l'histoire et à l'identité de leur pays ne me semble pas absurde et encore moins scandaleuse. Disons même que ce débat a été esquivé alors que l'histoire bouleversait les conditions d'exercice de la souveraineté nationale. Les critères qui définissaient une nation souveraine au début du vingtième siècle ne s'appliquent plus à la France, ni à aucun autre pays européen. Nous pouvions, dans ces conditions, rêver d'un grand débat national, où l'on aurait vu, par exemple, les citoyens et leurs représentants réfléchir à l'avenir de notre conception républicaine de la souveraineté populaire au sein de l'Union Européenne. L'identité de la France n'est plus celle d'un pays enserré dans ses propres frontières, contraint d'assurer sa défense face à un voisin agressif.



Or, au bout de plus d'un demi-siècle de construction européenne et vingt ans après la réunification du Vieux Continent, Nicolas Sarkozy nous lance dans un débat qui, faisant fi des nouvelles conditions d'exercice de la souveraineté, se focalise sur l'intégration des populations les plus récentes. Comme si la question de l'identité nationale se résumait au face à face de deux catégories de Français, les anciens et ceux que l'on appelle, fort étrangement, les jeunes issus de l'immigration ! Comme si le problème de l'identité renouvelée de la France n'était pas celui de tout le peuple

souverain, confronté au partage européen de sa souveraineté. Le débat aurait une autre allure s'il s'agissait de définir la nation en Europe, à l'heure de la mondialisation !

En vérité nous sommes réduits à ce face à face malsain, parce que la droite n'a eu de cesse de réduire les fondements d'une identité nationale, républicaine et laïque, au profit d'un paternalisme condescendant. Nicolas Sarkozy, avant de lancer ce simulacre de débat sur l'identité nationale, était allé jusqu'à proposer de modifier le préambule de la Constitution pour rendre possible la discrimination dite positive. Autrement dit, il entendait traiter une partie des Français selon leurs supposées différences, en décrétant avec arrogance que nos principes égalitaires ont vécu et en imputant à l'école publique les échecs de l'intégration. L'égalité, principe français fondé par l'immigré suisse Rousseau, est, pour lui, une idée obsolète. Sarkozy ne peut mener une politique d'intégration à la culture républicaine qui n'est pas la sienne. Il passe donc d'une valorisation paternaliste et coloniale des bons enfants de l'immigration à la diabolisation des mauvais, ceux qui portent la casquette à l'envers, selon l'expression d'un secrétaire d'Etat. Le grand débat annoncé ne pouvait avoir lieu. Il s'est enfoncé dans la vulgarité la plus sinistre sur fond de manœuvre électorale. La question de la nation et de ses composants demeure. Pour la gauche, il serait pour le moins suicidaire de l'esquiver en prétextant l'effet repoussoir du faux débat de Nicolas Sarkozy.

Guy Konopnicki

Ecrivain et journaliste

Pour en savoir plus : <http://www.sevres-debats.net/>

Son livre : La banalité du bien - contre le culte des différences, janvier 2009

UNE GRANDE DAME NOUS A QUITTÉS : RENÉE BORGÉ (NEW-YORK 1918- MADAGASCAR 2009)

Avec sa famille Renée est venue s'installer à Sèvres peu de temps après 1945 et c'est à la fin des années 60 qu'elle apparaît sur la scène publique locale en animant un groupe de personnes de gauche qui produit une feuille d'information intitulée l'Action.

A cette époque, elle adhère à la Convention des Institutions Républicaines dirigée par François Mitterrand.

Renée participe ensuite à la création de la

section sévrienne du Parti socialiste dont elle est la première secrétaire à partir de 1971, après le congrès d'Epinau. L'Action devient alors l'Action sévrienne, dont le 300ème numéro paraîtra le mois prochain ! Pendant 33 ans, pilier d'une dizaine d'équipes rédactionnelles successives, Renée, par sa détermination, fait en sorte que l'Action sévrienne paraisse toujours à temps.

Cette activité incessante, Renée la mène parallèlement à celle d'adjointe au maire

au sein des équipes municipales de l'Union de la gauche élues en 1971 et 1977 à Sèvres. Elle est chargée des bulletins d'information municipale, de la modernisation de la bibliothèque et du jumelage avec Wolfenbüttel, qu'elle développe dans un esprit de rapprochement des peuples.

Renée quitte Sèvres en 2004 pour aller vivre avec une de ses filles à Madagascar, où elle est décédée. Elle a été inhumée à Sèvres le 30 novembre dernier.

Jean Marel nous a aussi quittés en décembre. Premier adjoint socialiste au maire communiste de Sèvres, G. Lenormand, de 1971 à 1977, il a participé aux côtés de Renée Borgé, à l'aventure de l'Action sévrienne à son début.

HUCHON 2010.FR

La Région Ile-de-France à Sèvres

Reconstruction du gymnase
des Cent-Gardes
La Région Île de France
a financé 687 000 euros

Nouvel échographe de l'hôpital
Sèvres - Saint Cloud
financé par **La Région Île de France**
à hauteur de 50 000 euros

Stade des fontaines
La Région Île de France
en 1^{ère} ligne en finançant la nouvelle
pelouse à hauteur de 842 000 euros

Amélioration de la ligne 26 Traverciel
La Région Île de France
a financé 2 bus à hauteur de 229 000 euros

Centre Gévelot aux Bruyères
La Région Île de France
finance à hauteur de 437 000 euros
la crèche Aurore

La Défense et la Porte de Versailles facilement accessibles
aux Sévriens grâce aux investissements
de **La Région Île de France** dans les transports

Musée de Sèvres

La Défense

Porte de Versailles